

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 874<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Mercredi 12 décembre 1962,  
à 19 heures

**NEW YORK**

SOMMAIRE

	Page
Point 38 de l'ordre du jour:	
Accroissement démographique et développement économique (suite) . . . . .	519

*Président:* M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

**Accroissement démographique et développement économique**  
(A/4849, A/5059, A/5222, A/C.2/L.657/Rev.1, A/C.2/L.657/Rev.1/Add.1) [suite\*]

1. M. USHIBA (Japon) félicite les auteurs du projet de résolution (A/C.2/L.657/Rev.1 et Add.1) d'avoir appelé l'attention de l'Assemblée générale sur un important problème précisément au moment où s'ouvre la Décennie des Nations Unies pour le développement.
2. Nul ne peut nier que l'accroissement démographique est un facteur important dans la planification du développement économique et social. Certaines délégations prétendent pourtant que la question de la politique démographique ne devrait pas être discutée par l'Organisation des Nations Unies ou elles refusent d'entendre parler d'une relation entre l'accroissement démographique et le développement économique. Pourtant, le mandat de la Commission de la population lui assigne, entre autres tâches, celle de présenter des études et des recommandations sur l'évolution démographique, les facteurs associés à cette évolution et les politiques destinées à agir sur ces facteurs et sur les liens qui existent entre la situation économique et sociale et les tendances démographiques.
3. La délégation japonaise partage l'opinion selon laquelle l'accroissement rapide de la population est l'un des obstacles à l'accélération du développement économique des pays en voie de développement, à l'élévation de leur niveau de vie et au progrès de leur bien-être social. Elle est donc heureuse que la question de l'accroissement démographique soit discutée dans ses rapports avec le développement économique et social des pays en voie de développement, abstraction faite des aspects religieux ou éthiques.
4. Elle ne saurait prétendre que l'accroissement rapide de la population est le seul obstacle, pas plus qu'elle ne pourrait nier qu'il subsiste des lacunes considérables dans la connaissance actuelle de ses rapports avec le développement économique. La Commission de la population a étudié de nombreux problèmes dans le domaine de la recherche démographique, mais son étude de l'accroissement de la population du point de vue du développement

économique n'a pas dépassé des limites très étroites; elle devrait être reprise avec plus d'ampleur dans le cadre des activités de l'Organisation, et ces résultats devraient être communiqués aux pays en voie de développement pour qu'ils les mettent pleinement à profit.

5. La délégation japonaise reconnaît que la Deuxième Commission n'est pas qualifiée pour examiner le problème du point de vue scientifique ou pour en tirer des conclusions scientifiques. Mais la Commission s'est déjà occupée de problèmes, tels l'inflation ou les mesures destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base, qui prêtent autant à la controverse ou ont un caractère aussi technique que la question en discussion. Le rôle de l'Assemblée générale est d'examiner et d'adopter les grandes lignes de la politique à suivre d'après les études préparées par les organismes techniques. C'est pourquoi la délégation japonaise ne peut partager les objections élevées par plusieurs délégations qui refusent d'approuver, aux termes du nouveau paragraphe 6 du projet de résolution, l'avis exprimé par la Commission de la population dans le rapport sur sa onzième session (E/3451) et de recommander une intensification des études démographiques ou de fournir aux gouvernements qui en feraient la demande une assistance technique dans le domaine des problèmes démographiques.

6. Les interventions des représentants de divers pays en voie de développement en faveur du projet de résolution montrent qu'ils sont vivement inquiets des conséquences d'un accroissement sans contrôle de la population pour la planification de leur développement économique et social. Puisque la planification est l'un des éléments essentiels devant assurer le succès de la Décennie, la délégation japonaise ne voit pas pourquoi les problèmes démographiques seraient le seul domaine dont cet élément serait exclu. Certes, c'est à chaque gouvernement qu'il appartient de décider de sa politique démographique, compte tenu des conditions géographiques, économiques, politiques, religieuses et culturelles du pays. Ce principe, établi par les auteurs, est exprimé clairement dans le projet de résolution, et la délégation japonaise ne peut accepter l'affirmation selon laquelle ce texte vise à imposer une certaine politique ou un certain point de vue aux Etats Membres.

7. Ceux qui élèvent des objections contre la mention de l'"assistance technique" au paragraphe 6 du projet de résolution révisé y ont cherché une allusion à une méthode de contrôle des naissances ou de planification de la famille. Mais l'assistance technique se limite à des études ou à des cours sur les problèmes démographiques. De plus, la Commission a reconnu tout récemment à l'unanimité le principe selon lequel la nature précise des projets dont le domaine d'application est déterminé uniquement par les gouvernements qui demandent une assistance.

\*Reprise des débats de la 869<sup>ème</sup> séance.

8. Plusieurs représentants ont déclaré qu'ils ne pouvaient admettre une assistance technique pour des projets qu'ils désapprouvaient en raison de la sanction morale qu'implique l'assistance accordée par l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, la sanction morale qui pourrait s'attacher à l'assistance technique des Nations Unies résiderait dans le fait que l'Organisation prête cette assistance à ceux qui en ont besoin. Refuser l'assistance parce qu'on n'approuve pas soi-même la nature ou le domaine particulier de certains projets équivaut à imposer aux autres sa volonté.

9. Certaines délégations ont fait état de l'expérience du Japon en matière de limitation de la fertilité au cours des 10 dernières années; certains en ont parlé favorablement, d'autres avec une nuance de critique. Tout en s'abstenant de faire parler les statistiques, le représentant du Japon nie que l'avortement soit entièrement légal au Japon. Le représentant de la France l'a appelé une méthode "brutale"; or, l'avortement est interdit par le code pénal japonais (chap. 29, art. 212 à 216), qui prévoit des peines d'emprisonnement allant de trois à cinq ans. Les seules exceptions sont celles que prévoit la loi pour la protection de l'eugénisme lorsqu'il s'agit de maladies héréditaires ou qu'il existe un danger pour la vie ou la santé de la mère. Ces exceptions ne sont pas rares dans beaucoup d'autres pays. En même temps, la loi prévoit des conseils, donnés par des personnes qualifiées seulement, sur les méthodes contraceptives ainsi que la création de services de consultation sur le mariage. De nombreuses organisations privées également sont actives dans ce domaine. Grâce à l'éducation sociale, la proportion de couples mariés pratiquant la planification familiale est passée de moins de 20 p. 100 en 1950 à presque 45 p. 100 en 1959. M. Ushiba tient à souligner que cette politique n'a pas été imposée par le gouvernement, mais a été adoptée pour répondre au fort et urgent désir de la population elle-même de surmonter les difficultés d'après guerre. Une résolution du Parlement datant de 1949 a préconisé une modération de la fertilité par le contrôle des naissances, sur l'initiative des intéressés, uniquement dans le cadre de mesures visant à la reconstruction de l'industrie, l'augmentation de la production alimentaire, le développement du commerce, etc. Ce n'est qu'une des mesures prises pour accomplir la tâche de rebâtir l'avenir de la nation.

10. C'est pourquoi la délégation japonaise comprend l'état d'urgence dans lequel se sentent les pays en voie de développement, notamment ceux d'Asie, dans leur recherche de solutions pratiques aux problèmes de la population afin que leur développement puisse démarrer le plus tôt possible. En 1959, la CEAE0, en examinant les tendances démographiques dans les pays de la région, a exprimé son inquiétude devant l'accroissement de la population en Asie et ses répercussions sur le développement économique et social et a adopté à l'unanimité une résolution tendant à demander au Secrétariat d'organiser une conférence asiatique de la population<sup>1/</sup>. En 1960, également, il a été reconnu qu'en raison de l'urgence des problèmes démographiques dans cette région, il était nécessaire de convoquer cette conférence au plus tôt. La CEAE0 a souhaité que la conférence ne se contente pas de faire des études théoriques,

mais qu'elle recherche des solutions pratiques aux problèmes démographiques<sup>2/</sup>.

11. En conclusion, M. Ushiba cite un passage de l'*Economic Bulletin for Asia and the Far East* dans lequel il est dit que de nombreux gouvernements d'Asie et d'Extrême-Orient ont cherché à élever le revenu par habitant en agissant à la fois sur deux facteurs — accélération du développement économique et réduction du taux d'accroissement de la population. C'est, semble-t-il, en prenant simultanément des mesures dans ces deux domaines que l'on peut obtenir les meilleurs résultats.

12. Mme LINDSTROM (Suède) tient à rectifier certains malentendus et à donner des précisions supplémentaires.

13. Dès 1957, la Deuxième Commission a adopté un projet de résolution concernant la question de la population, qui est devenu la résolution 1217 (XII) de l'Assemblée générale. Cette résolution recommandait d'entreprendre des études et des recherches dans le domaine démographique du même genre que celles que préconisent actuellement les représentants de l'Irlande, de l'Argentine, de la France et d'autres pays. Depuis l'adoption de ce texte, cinq années se sont écoulées, cinq années pendant lesquelles la population mondiale a augmenté de 300 millions d'individus. Les délégations qui ont présenté à la session en cours un nouveau projet de résolution sur la question estiment qu'il est temps de faire un nouveau pas et qu'il faut non seulement continuer d'étudier ces questions, qui ont été examinées depuis des années par la Commission de la population et qui font l'objet des publications de l'*Annuaire démographique* des Nations Unies, mais également recommander certaines mesures jugées souhaitables par la Commission de la population.

14. Au cours du débat, plusieurs représentants ont objecté que l'on ne connaît pas encore assez bien le rapport qui existe entre l'accroissement démographique et le développement économique pour prendre des mesures; selon eux, il n'est ni scientifique ni objectif de considérer l'accroissement de la population comme un facteur purement négatif. Or, loin de négliger l'aspect scientifique, les auteurs du projet de résolution demandent que l'on intensifie l'étude de la question non seulement du point de vue de l'accroissement démographique, mais aussi des problèmes qui se posent aux pays sous-peuplés; le projet de résolution ne fait que reprendre les opinions de la Commission de la population, fondées sur les données les plus récentes. Certes, c'est l'accroissement de la population qui constitue le plus grand problème. Son ampleur est suffisamment démontrée par les faits qu'ont exposés les représentants de l'Inde, du Pakistan, de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et d'autres parties du monde. Il n'est nullement besoin d'évoquer, comme l'ont fait certaines délégations, le philosophe du XVIII<sup>ème</sup> siècle Malthus, dont les doctrines, pour intéressantes qu'elles soient, appartiennent entièrement à l'histoire.

15. Certains représentants professent des opinions à tout le moins très optimistes lorsqu'ils affirment que la terre peut nourrir beaucoup plus d'habitants que les 6 milliards d'êtres humains que l'on prévoit pour la fin du siècle, grâce aux découvertes techniques, à l'industrialisation, à la libération des

<sup>1/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 2, troisième partie, résolution 28 (XV).

<sup>2/</sup> Ibid., trentième session, Supplément No 2, par. 268.

échanges, à des investissements plus importants dans les pays peu développés, etc. Les auteurs du projet de résolution ont tenu compte de tous ces facteurs et attachent la plus grande importance au développement accéléré de la technologie et de l'agriculture. On a également évoqué la possibilité d'opérer des transferts de population vers des régions moins peuplées. La Suède même a été un pays d'immigration pendant 30 ans. Mais les êtres humains devraient avoir le droit de la possibilité de rester dans le pays où ils sont nés.

16. Ceux qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour ont surtout en vue la nécessité d'informer et d'instruire les populations sur le rôle de la famille et sur la possibilité d'en planifier la dimension pour donner aux enfants les meilleures chances dans la vie. Il n'appartient pas à l'ONU d'examiner les méthodes, mais seulement de poser le problème que chaque pays pourra résoudre librement selon sa conscience. Les craintes exprimées par certains membres de la Commission sont injustifiées; il ne s'agit pas ici de placer des pays dans un dilemme moral.

17. Le représentant de l'Argentine et ceux qui partagent son opinion se sont opposés à ce que l'ONU ou l'une de ses institutions diffusent des renseignements sur les questions démographiques avec l'appui moral et financier d'Etats Membres qui sont opposés à ces objectifs. Cependant, leur responsabilité morale n'est pas engagée en ce qui concerne leur pays et ils restent entièrement libres de leurs convictions. Pour ce qui est de la responsabilité économique, il s'agirait seulement de contributions bénévoles fournies par l'intermédiaire des programmes de coopération technique de l'ONU et des institutions spécialisées. Certains ont même parlé de retirer les contributions à ces programmes; si ces pays le désirent, il est possible de trouver une solution pour que leurs contributions y soient utilisées dans d'autres domaines. Les auteurs du projet de résolution estiment que les recommandations faites par les experts de la Commission de la population doivent également être acceptées par l'Assemblée générale et sa commission économique. Or, le rapport de la Commission de la population contient une recommandation à laquelle il est fait allusion au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution, et qui tend à admettre le principe de l'octroi d'une assistance technique dans le domaine démographique.

18. M. CULLEN (Irlande) tient à préciser, en réponse à une observation du représentant de la Tunisie, que sa position est la suivante: premièrement, bien qu'il existe beaucoup de preuves de l'existence d'une corrélation favorable entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, ce rapport est extrêmement complexe et demande à être étudié avec beaucoup d'objectivité; or, c'est une condition à laquelle ne répond pas le projet de résolution à l'examen. Deuxièmement, là où il existe, le problème démographique est un problème local ou régional.

19. Il existe des preuves économiques et historiques impressionnantes de l'existence d'une corrélation favorable entre l'accroissement de la population et le développement économique et social. Là où le taux d'accroissement démographique est lent ou statique, il n'y a pas de progrès économique. L'expérience économique récente et actuelle rappelle également que l'augmentation de la demande des biens de

consommation stimule l'expansion économique et qu'il est difficile d'y faire face lorsque l'offre de travail n'est pas élastique.

20. Loin d'avoir des conséquences favorables, comme elle l'aurait dû selon les théories de la représentante de la Suède, la peste noire du Moyen Age, en réduisant la population, a entraîné une longue période de dépression et de stagnation dans le domaine économique. Il n'est pas besoin de souligner les lacunes de la théorie de Malthus devant la Commission. A l'époque actuelle, tous les économistes ne sont pas d'avis que l'accroissement de la population constitue un obstacle au développement économique et social. Il est également faux de croire que l'on peut limiter la variable population sans entraîner de changements défavorables des autres variables de l'activité économique.

21. La délégation irlandaise ne conteste pas le fait qu'il puisse exister des problèmes de population à l'échelon local ou régional. Le représentant de la République arabe unie a dit que la surpopulation peut constituer un problème non seulement pour les pays à forte densité de population, mais aussi pour certains pays en voie de développement à faible population. M. Cullen reconnaît l'utilité de cette idée et estime qu'il faudrait en tenir compte dans les études entreprises sur la question. Il reconnaît également, avec le représentant de la Tunisie, que le facteur technologie joue un rôle essentiel dans le développement économique, mais c'est le retard dans son application qui peut constituer un problème pour les pays en voie de développement. Néanmoins, la délégation irlandaise ne peut accepter le projet de résolution parce qu'il demande à l'ONU d'approuver une politique démographique donnée.

22. Certains membres de la Commission ont suggéré que le projet de résolution ne préconisait en fait aucune politique démographique particulière. La délégation irlandaise estime toutefois que le contraire ressort avec évidence du texte et des déclarations faites devant la Commission. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que le projet ne faisait allusion à aucune méthode particulière de contrôle des naissances; mais, d'après ses paroles mêmes, il est évident que ce texte implique la nécessité d'une politique tendant à limiter l'accroissement de la population par telle ou telle méthode de contrôle des naissances acceptable du point de vue moral ou religieux par le pays intéressé. Or, la délégation irlandaise s'oppose fermement à ce que l'ONU appuie explicitement ou implicitement toute politique démographique déterminée. En premier lieu, il n'existe pas de problème de surpopulation à l'échelle mondiale et, en second lieu, c'est aux gouvernements intéressés qu'il appartient de prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires, et il est essentiel que l'ONU ne soit appelée à appuyer aucune politique donnée dans ce domaine. Tout en reconnaissant que le représentant de l'Inde et lui-même ne sont pas d'accord sur tous les aspects de la question, M. Cullen estime que le représentant de l'Inde a adopté une position en grande partie similaire lorsqu'il a dit que ce seraient les études démographiques effectuées dans le cadre de l'ONU qui pourraient permettre d'obtenir les meilleurs résultats, et qu'il appartenait aux gouvernements de décider de leur politique sur la question.

23. En ce qui concerne l'octroi d'une assistance technique dans le domaine démographique, la délé-

gation irlandaise est opposée à toute mesure autorisant la fourniture d'une telle assistance en vue de la limitation des naissances, car cela impliquerait que les contributions financières de nombreux Etats Membres serviraient au financement de mesures contre lesquelles ces Etats ont de graves objections morales, auxquelles on les obligerait ainsi à participer.

24. M. RAJAONARIVONY (Madagascar) tient à préciser, en réponse au représentant de la Turquie, qui avait fait état de l'inquiétude du Gouvernement malgache devant la poussée démographique, que la délégation malgache n'a jamais considéré l'accroissement de la population comme un facteur défavorable au développement. Selon elle, l'accroissement démographique doit être compensé par des mesures tendant à assurer un taux annuel de croissance tel qu'une partie permette d'assurer non seulement la subsistance du surcroît de population, mais aussi des conditions de vie convenables à cette population et qu'une autre partie de ce taux permette de réaliser une épargne intérieure susceptible d'être investie en vue du développement économique et social. D'autre part, le surcroît de population peut devenir l'une des conditions essentielles du développement en fournissant des consommateurs en puissance et une main-d'œuvre pour les nouvelles entreprises à créer. Cependant, durant la période transitoire de démarrage, l'entretien et l'éducation de cette population, ainsi que les soins à lui apporter, posent des problèmes que seule peut résoudre la coopération internationale. Cette coopération devrait, selon M. Rajaonarivony, se concrétiser par des investissements sous forme d'équipement économique et social et d'assistance dans les domaines de l'éducation et de la culture dans le cadre des programmes généraux de développement des pays en voie de développement.

25. M. BERNARDO (Argentine) tient à répondre aux objections présentées par le Pakistan; en premier lieu, la délégation argentine a fondé sa position sur les études techniques effectuées dans le cadre des Nations Unies, notamment les conclusions du Congrès mondial de la population de 1954 et de la Commission de la population à sa onzième session, ainsi que sur les travaux de démographes et d'économistes. La projection de la population prévoit pour l'an 2000 le chiffre de 6 milliards d'habitants en se basant sur les tendances actuelles. Or l'accroissement de la population est dû au progrès réalisé dans le domaine de la médecine et de l'hygiène, qui a permis de réduire ou de supprimer des maladies telles que le paludisme et d'autres maladies dans les pays sous-développés, augmentant ainsi la durée de la vie. Mais il se peut que ce phénomène ne continue pas indéfiniment et que le taux de mortalité s'accroisse dans un pays en raison du vieillissement de l'âge moyen de la population. Aux Etats-Unis, par exemple, le taux brut de mortalité, qui était de 9,4 p. 1 000 pour 1954 aurait été seulement de 7,7 si l'âge moyen de la population était resté le même qu'en 1940. Le Congrès mondial de la population, en examinant le problème du rapport entre l'accroissement démographique et le développement économique, est arrivé à des conclusions très différentes de celles que prétendent exposer les partisans du contrôle des naissances.

26. A la Conférence internationale de la population, qui a eu lieu en septembre 1961 à New York, un démographe, M. Alfred Sauvy, a soutenu que l'accroissement de la population est favorable au développement de la

productivité. C'est aussi la conclusion à laquelle est parvenu le professeur Everett E. Hagen, du Massachusetts Institute of Technology.

27. En ce qui concerne les rapports de la CEPAL sur la situation démographique en Amérique latine, M. Bernardo a consulté deux études récentes, dont aucune ne justifie ou ne conseille le contrôle des naissances, et elles soulignent la difficulté de traiter ce problème d'un point de vue purement économique.

28. Quant au cas particulier de l'Argentine, sa croissance économique correspond à son accroissement démographique. Le taux moyen d'accroissement démographique en Argentine, le plus bas de l'Amérique latine, n'est pas dû à une politique de contrôle des naissances ou à la diffusion de pratiques néomalthusiennes, mais aux effets de l'industrialisation et à la concentration de la population dans les centres urbains. Il est inexact de prétendre que la position de l'Argentine en ce qui concerne le contrôle des naissances vient de ce que le problème ne se pose pas pour elle. Elle vient de la conviction que, quels que soient les moyens employés, l'effet de ces mesures sera contraire au but recherché et en fin de compte nuisible aux pays intéressés.

29. M. Bernardo sympathise avec les pays sous-développés qui connaissent une poussée démographique. Cette sympathie n'est en rien diminuée parce que ces pays adoptent une politique qui, à son avis, est discutable, car ils ont le droit de prendre les mesures qui leur conviennent, mais il ne s'ensuit pas qu'ils doivent l'imposer à l'ONU. Il s'agit là d'un problème qui concerne uniquement les gouvernements, et M. Bernardo croit que les Nations Unies n'ont pas le droit d'en décider et d'engager ainsi leur prestige.

30. M. AYARI (Tunisie) dit qu'il est difficile de répondre à ceux qui veulent absolument voir dans le projet une formule de propagande pour le contrôle des naissances. Certes, l'accroissement de la population peut contribuer au développement économique, mais pour cela il faut disposer de revenus suffisants et parvenir à une certaine stabilité économique. Ce n'est que par un accroissement de capital que les pays sous-développés pourront faire face à leurs problèmes. Il y a une contradiction fondamentale à s'opposer à toute politique démographique tout en refusant une aide en capital. Il s'agit là d'un problème économique et scientifique, non d'un problème religieux. L'Afrique doit agir en fonction du type d'aide dont elle a besoin; on ne peut pas empêcher les planificateurs d'agir sur les variables économiques par tous les moyens.

31. M. CARANICAS (Grèce) dit que les adversaires du projet de résolution ont nié que l'accroissement démographique soit un obstacle au développement économique et veulent même y voir un stimulant. Il en est sans doute ainsi dans les pays qui n'ont pas d'excédent de population par rapport à leurs ressources et dont le taux démographique est faible. Mais il n'est pas juste de comparer des pays sous-développés se trouvant dans des régions tropicales ou désertiques à des pays que la nature a dotés des conditions les plus favorables au développement économique. Une politique démographique s'impose pour les pays peu développés — en particulier ceux qui manquent de capitaux ou ceux dont le taux d'accroissement démographique est élevé — s'ils veulent assurer leur développement économique et

social, et c'est de ce point de vue, comme vient de l'exposer brillamment la représentante de la Suède, que les auteurs du projet de résolution cherchent à les aider.

32. M. VIAUD (France) présente, au nom des auteurs, les amendements contenus dans le document A/C.2/L.709/Rev.1. Les cas de la Grèce et de la Tunisie sont des cas spéciaux dans leurs régions respectives. Certes, ces deux pays s'inspirent, en soutenant le projet de résolution, de motifs généraux plutôt que de leur situation particulière, et c'est à juste titre que le représentant de la Tunisie a dit que la variable population ne devait pas être exclue de l'équation du développement économique. Le représentant de la Tunisie semble croire que la France et certains autres pays s'opposent à ce que le problème démographique soit évoqué et voudraient empêcher les pays d'avoir une politique dans ce domaine. Il n'en est rien. Chaque gouvernement a le droit d'appliquer en la matière la politique qu'il entend, mais la France et ces autres pays ne veulent pas participer à une entreprise dans laquelle ils voient une ingérence dans la politique intérieure d'autres Etats. La France préfère, quant à elle, fournir son assistance dans le domaine économique; elle y consacre plus de 2 p. 100 de son revenu national alors que ses investissements ne représentent que 18 à 20 p. 100 de ce même revenu.

33. En ce qui concerne les amendements proposés, certains ont déjà été acceptés par les auteurs du projet de résolution. C'est le cas du nouveau paragraphe du dispositif qui prie le Secrétaire général de mener une enquête auprès des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées. De même, les auteurs ont accepté de renoncer aux rapports périodiques demandés au Secrétaire général. M. Viaud remercie les auteurs pour l'esprit de coopération qu'ils ont montré. Certains amendements ont toutefois été maintenus et adaptés au texte révisé du projet de résolution. Quelques-uns d'entre eux n'ont qu'une importance mineure. Ainsi, dans le sixième considérant, il est préférable de parler de politique économique et sociale plutôt que de politiques nationales. Dans le huitième considérant, les auteurs des amendements ont préféré la terminologie employée par le Conseil économique et social dans sa résolution 820 (XXXI). Ils restent également convaincus de la nécessité d'ajouter un alinéa supplémentaire à la fin du préambule. En effet, le problème de l'accroissement démographique est loin d'être épuisé.

34. En ce qui concerne le dispositif, les auteurs des amendements proposent de remplacer, au paragraphe 1, le membre de phrase "qui contient notamment des indications sur les rapports étroits qui existent" par "qui se réfère notamment aux rapports existant entre", uniquement parce que le paragraphe commence par les mots "Prend note avec satisfaction". Au paragraphe 3, les auteurs des amendements ont relevé une omission regrettable. Le Secrétaire général doit mener son enquête non seulement auprès des gouvernements des Etats Membres de l'ONU, mais également auprès de ceux qui sont membres des institutions spécialisées. Enfin, l'amendement au paragraphe 4 est maintenu parce qu'il est indispensable de mentionner les commissions économiques régionales et la Commission de la population. Il y aurait en effet intérêt à ce que les

commissions économiques régionales soient invitées à se prononcer sur ce problème.

35. Les autres amendements sont plus importants. Dans le deuxième considérant du projet révisé, les auteurs des amendements ont constaté avec regret que la nouvelle version se trouvait renforcée par rapport au texte initial. C'est pourquoi ils ont jugé nécessaire de maintenir leur amendement. De plus, une erreur s'est glissée dans les textes français et anglais qui parlent de "la limitation ou l'accroissement de la population" alors que le texte espagnol parle de la limitation de l'accroissement de la population. La question est de savoir s'il s'agit d'étudier à la fois la limitation et l'accroissement de la population.

36. Le paragraphe 6 du dispositif concerne le problème de l'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies serait appelée à fournir dans le domaine démographique. Les auteurs de l'amendement estiment qu'il serait regrettable de prendre dès maintenant une décision sur l'emploi éventuel des fonds d'assistance technique pour aider les gouvernements qui en feraient la demande à mettre au point une politique démographique qui ne pourrait que tendre au contrôle des naissances. En effet, dès l'instant où il est convenu d'entreprendre des enquêtes et des études complémentaires, il serait sage d'en attendre les résultats avant de prendre une décision sur l'opportunité d'utiliser les fonds d'assistance technique dans ce domaine. De plus, ces ressources sont limitées et ne permettent déjà pas de répondre à toutes les demandes d'assistance technique et peut-être certaines d'entre elles ont-elles un caractère plus urgent. La représentante de la Suède a dit que les gouvernements qui s'opposeraient à ce que leur contribution soit utilisée à des fins qu'ils réprouvent pourraient demander qu'elle soit affectée à d'autres utilisations. Mais ce serait contraire à la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social qui interdit les affectations de fonds et qui dit expressément que "les contributions seront versées par les gouvernements... sous réserve qu'aucune restriction ne soit imposée quant à leur utilisation par une institution spécialisée déterminée, leur attribution à un pays bénéficiaire déterminé, ou leur affectation à un projet particulier".

37. Il faut finalement tenir compte de l'argument de l'opportunisme. L'assistance technique s'adresse à un secteur dont les activités se sont exercées jusqu'à présent à l'abri des remous et des désaccords qui marquent parfois les débats de la Commission. Il serait dangereux d'introduire dans ce domaine un élément d'hostilité ou de méfiance. C'est pourquoi la sagesse conseille de surseoir à toute décision en la matière.

38. La représentante de la Suède a également déclaré qu'elle ne comprend pas pourquoi l'Organisation des Nations Unies n'accepterait pas de s'engager dans la voie déjà suivie par la Commission de la population. M. Viaud dit qu'il importe avant tout de procéder à une nouvelle enquête reposant sur des bases objectives d'où l'on pourra tirer des conclusions probantes. Il termine en disant que les auteurs des amendements maintiennent leur demande de suppression du paragraphe 6 du dispositif.

39. M. KANO (Nigéria) dit que son pays a la chance de ne pas connaître de crise de surpopulation ou de sous-population. On ne saurait nier que le problème

démographique constitue un facteur vital du développement économique et qu'il existe des rapports profonds entre l'accroissement démographique et le développement économique. Il est incontestable que les économistes et les démographes professent des opinions divergentes sur la question de savoir si l'accroissement démographique influe directement ou indirectement sur le développement économique. Ce problème reste obscur et il est nécessaire de l'étudier plus à fond. La Nigéria est pleinement consciente du fait que, même si elle ne connaît pas actuellement de difficultés dans le domaine démographique, il pourrait en surgir à l'avenir. Il ne faut pas oublier non plus que certains pays d'Afrique ont leur développement entravé du fait du faible accroissement de leur population.

40. La version révisée du projet de résolution reconnaît l'importance du problème démographique et parvient à harmoniser de façon satisfaisante les diverses opinions. Cet équilibre serait renforcé par l'adoption de certaines parties des amendements contenus dans le document A/C.2/L.709/Rev.1. De toute façon, il est nécessaire de procéder à des études complémentaires du problème. Si l'on ne doit pas chercher à imposer une certaine politique à des pays qui ne la souhaitent pas, on ne doit pas non plus chercher à empêcher les pays qui le désirent de l'adopter quand elle répond à leur situation particulière. Mais les arguments qui affirment que la pauvreté des pays sous-développés est due à la surpopulation et que la limitation de la population devrait être la condition indispensable de l'octroi d'une assistance sont absolument inacceptables. Ils constituent une ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

41. M. Kano votera pour le projet de résolution, qu'il juge satisfaisant, étant entendu que l'on accordera l'attention voulue au problème de l'accroissement démographique dans le cadre de la planification du développement économique et que l'on fournira l'assistance nécessaire dans ce domaine. M. Kano estime que le quatrième considérant est extrêmement important. Le problème de la politique démographique constitue une affaire intérieure qui relève de la juridiction des gouvernements. Il faut également tenir compte des scrupules religieux. En ce qui concerne le deuxième considérant, M. Kano suggère de remplacer les mots "en même temps" par le mot "concurrentement" ou "simultanément". Il propose également de supprimer les mots "depuis peu" avant les mots "en voie de développement" dans le septième considérant. En ce qui concerne les amendements contenus dans le document A/C.2/L.709/Rev.1, il propose de supprimer les mots "ne sont pas incompatibles, mais" dans l'amendement au deuxième considérant, car ils ne sont d'aucune utilité. Dans l'amendement au sixième considérant, M. Kano propose de supprimer le mot "préliminaires", qui pourrait gêner les gouvernements.

42. M. BUTTI (Irak) dit que la représentante de la Suède, lorsqu'elle a présenté le projet de résolution (866ème séance), a fait une déclaration d'une extrême importance pour la vie sociale et économique de la population du globe. Cette déclaration met en relief certains des aspects les plus remarquables du problème de l'accroissement démographique. L'Irak tient à assurer aux pays qui souhaitent recevoir une aide dans ce domaine qu'ils auront tout son appui. Toutefois, quelques-uns des principes les

plus importants énoncés par la représentante de la Suède n'ont pas été incorporés dans le projet de résolution. Il serait souhaitable de réparer cette omission. La délégation irakienne propose donc, à titre de suggestion, d'ajouter le texte suivant à la fin du préambule du projet de résolution: "Reconnaissant que les transferts et l'immigration de vastes groupes nationaux dans d'autres pays provoqueront des difficultés d'ordre ethnique, politique, affectif et économique". Le représentant de l'Irak appuiera le projet de résolution révisé, étant entendu que celui-ci n'engagera aucun pays à participer à des activités qui constitueraient une atteinte à sa souveraineté.

43. M. BERNARDO (Argentine) a déjà souligné que la Deuxième Commission n'est pas habilitée à traiter de cette question de la manière proposée par les auteurs du projet de résolution. Il a insisté à maintes reprises sur l'opportunité de confier à des organismes techniques, tels que la Commission de la population ou le Congrès mondial de la population qui se réunira en 1964, la tâche de préparer les rapports préliminaires indispensables à une étude objective du problème. La façon dont la discussion s'est déroulée n'a fait que confirmer ses appréhensions. C'est pourquoi il espère que les délégations qui, en d'autres occasions, ont insisté pour que l'on tienne compte du mandat de la Commission et que l'on recherche l'opinion des gouvernements et de groupes d'experts avant de prendre des décisions touchant des points aussi importants qu'une déclaration de principes économiques, les conséquences économiques et sociales du désarmement ou la création du SUNFED useront de leur influence pour que l'examen du point essentiel soulevé par le projet de résolution soit remis à plus tard.

44. En effet, le deuxième considérant du projet de résolution révisé ne précise nullement ce que les auteurs entendent par l'expression "politique démographique" qui était utilisée dans le texte initial. S'ils veulent par là faire allusion uniquement aux méthodes propres à limiter l'accroissement de la population, ils devraient le dire ouvertement. Contrairement à ce qu'a affirmé la représentante de la Suède dans ses commentaires relatifs au quatrième considérant, la Commission de la population a formellement rejeté le recours à une politique de contrôle des naissances en tant que moyen scientifique visant à accélérer le développement économique. Dans le rapport sur sa neuvième session, la Commission a souligné la nécessité pour les gouvernements de ne ménager aucun effort pour hâter le développement économique et culturel et élever le niveau de vie de la population et elle a affirmé que chaque pays devait être libre de décider s'il lui fallait recourir à l'industrialisation et au développement économique pour aboutir à un contrôle volontaire des naissances<sup>3/</sup>. Les auteurs du projet de résolution ont également présenté une interprétation erronée de la résolution 1217 (XII) de l'Assemblée générale et de la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social, qui ne se réfèrent ni à l'accroissement, ni à la limitation de l'accroissement de la population. De même, au paragraphe 6 du dispositif, l'opinion qui est attribuée à la Commission de la population doit être envisagée dans le contexte du paragraphe 15 du rapport sur la onzième session (E/3451). En effet, la Commission

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-troisième session, Supplément No 4, par. 96.



a réaffirmé qu'elle ne saurait prendre parti au sujet d'une politique de contrôle des naissances et, de ce fait, les auteurs du projet de résolution donnent de l'attitude de cette commission une version erronée et tendancieuse.

45. La représentante de la Suède a nié que les auteurs du projet de résolution aient l'intention de faire dépendre l'assistance économique et technique de l'adoption de programmes de contrôle des naissances. Il ne s'agit pas ici de savoir quelle est l'intention des auteurs mais bien d'imaginer les conséquences inévitables des prémisses qu'ils proposent. Depuis des années déjà, maints auteurs éminents et maintes personnalités influentes ont insisté sur la prétendue inutilité de l'aide extérieure en l'absence de politiques démographiques tendant à la limitation des naissances. On imagine aisément les effets désastreux que cette théorie pourrait avoir dans des pays dont la population s'oppose, du point de vue coutumier et du point de vue religieux, à des principes qu'elle réprouve moralement et qu'elle risque fort de considérer comme justifiant des ingérences inadmissibles dans les affaires intérieures du pays.

46. En conclusion, M. Bernardo prie instamment la Commission, avant de passer au vote, de vérifier l'exactitude de l'opinion attribuée à la Commission de la population au paragraphe 6 du dispositif.

47. M. PATIÑO (Colombie) appuie les amendements présentés par l'Espagne, la France, le Liban et le Libéria. Ces amendements résument la position de la délégation colombienne et apportent les précisions nécessaires pour dissiper toute équivoque. Le projet de résolution dans sa forme actuelle est inacceptable, non pas du fait de son contenu, mais plutôt de ses omissions. Dans le deuxième considérant, il est question de "politiques tendant à", et le paragraphe 6 du dispositif parle de "projets et programmes nationaux" en termes volontairement ambigus. Il ressort des déclarations des auteurs que ces politiques et ces programmes dans le domaine démographique pourraient aller à l'encontre des croyances de la Colombie et d'autres pays d'Amérique latine. Les amendements, s'ils sont adoptés, modifieront le projet de résolution de manière à le rendre acceptable pour ces pays dans le domaine démographique. S'ils ne sont pas adoptés, la Colombie votera contre le projet de résolution.

48. M. HAKIM (Liban) dit que le représentant de la France a clairement expliqué les amendements et qu'il se contentera d'insister sur les deux principaux, qui concernent les paragraphes 3 et 6 du dispositif. L'importance de l'amendement au paragraphe 3 réside dans le fait qu'il permet aux divers organes de l'ONU de fonder leur étude complémentaire du problème démographique sur des enquêtes appropriées effectuées auprès des gouvernements des Etats Membres de l'ONU et des institutions spécialisées. Il est en effet souhaitable que des organisations comme l'OMS, la FAO et l'OIT soient également consultées.

49. Mais c'est sur le paragraphe 6 du projet de résolution que se manifeste la plus grande divergence de vues entre les auteurs du projet de résolution et ceux des amendements. Ce paragraphe demande en effet à l'Assemblée générale d'approuver les conclusions de la Commission de la population, ce qui serait pour le moins prématuré étant donné

que le problème n'a pas été étudié à fond. Il préjuge les résultats des études qui seront faites par le Conseil économique et social et d'autres organes. Or, on ne saurait approuver les vues de la Commission de la population avant de disposer de ces résultats.

50. En outre, il est demandé dans le paragraphe 6 que l'Organisation des Nations Unies fournisse une assistance technique aux gouvernements qui s'attaquent aux problèmes démographiques, c'est-à-dire qui cherchent à mettre au point des moyens permettant de limiter les naissances. On ne saurait nier que cette forme d'assistance technique s'appliquerait au contrôle des naissances et à la planification de la famille. Le débat tout entier s'est déroulé sur ce thème, mais il est impossible d'admettre un point de vue qui n'a pas été vérifié par les faits. S'il s'agit de l'opinion de la Commission de la population, cette opinion ne tient compte que d'un des aspects de la question. La Commission est en effet composée de démographes et ne comprend pas d'économistes. Elle ne s'intéresse donc qu'à l'un des facteurs de l'équation et elle n'est pas compétente pour juger des rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique. Enfin, cette commission se compose d'experts agissant à titre individuel. Si les gouvernements ne sont pas liés par les conclusions de ces experts, comment l'Assemblée générale peut-elle approuver celles-ci? Il serait imprudent de demander à l'Assemblée générale d'adopter une résolution sur le problème extrêmement complexe de l'accroissement démographique, sachant que de nombreux gouvernements s'opposent à l'utilisation des fonds d'assistance technique dans ce domaine.

51. La délégation libanaise demande donc instamment aux membres de la Commission d'adopter les amendements des quatre puissances et notamment celui qui propose la suppression du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution révisé.

52. M. MALHOTRA (Népal) souligne que, contrairement à ce que le représentant de l'Argentine semble penser, la Deuxième Commission n'est pas appelée à se prononcer sur les avantages ou les inconvénients d'une politique de limitation de la population. L'accroissement démographique présente maints aspects, qu'ils soient économiques, démographiques, biologiques, sociaux ou moraux, et il serait impossible à un organe comme la Commission d'étudier tous ces aspects. En fait, il ne s'agit que d'examiner les rapports éventuels entre l'accroissement démographique et le développement économique. Sur ce point, le projet de résolution ne prête à aucune équivoque.

53. M. Malhotra pense qu'il n'y a rien à ajouter au brillant exposé de la représentante de la Suède. Il tient toutefois à souligner que les auteurs du projet de résolution n'ont jamais eu l'intention de proposer une méthode ou une autre de limitation de la population et il est dommage que la théorie de Malthus ait été évoquée aussi souvent pendant les débats. La seule théorie dont les auteurs pourraient se réclamer est "la théorie de la population optimum", selon laquelle la dimension absolue de la population, ou le taux absolu d'accroissement démographique, n'a de sens que si elle est envisagée en tenant compte du taux d'expansion économique du pays. C'est pourquoi il est absurde de citer l'exemple de pays hautement industrialisés tels que l'Union soviétique ou l'Allemagne occidentale, exemple sur lequel a insisté l'exposé du représentant des Etats-Unis ainsi que

les chiffres cités par ce représentant. Les arguments d'ordre moral ou religieux que divers orateurs ont invoqués pour s'opposer au projet de résolution sont complètement étrangers aux questions soulevées dans le projet.

54. Enfin, M. Malhotra voudrait souligner, à l'intention du représentant de la Nigéria, qu'il ne s'agit nullement de savoir si tel ou tel pays en voie de développement est sous-peuplé ou surpeuplé. Il ne s'agit pas non plus d'une question aussi simple que celle de savoir s'il faut maintenir la population à un niveau donné ou s'il faut mettre tous les moyens en œuvre pour augmenter les ressources économiques. L'essentiel est de maintenir un équilibre judicieux entre les deux facteurs, et c'est pourquoi M. Malhotra s'étonne d'entendre le représentant de l'Irlande affirmer que le préambule du projet de résolution est le fruit d'une idée préconçue. Si tel était le cas, la délégation du Népal serait la première à s'opposer à ce projet.

55. M. AYARI (Tunisie), répondant aux remarques du représentant de la France, note que la nouvelle rédaction du deuxième considérant du projet de résolution révisé est le fruit des concessions que les auteurs du projet ont accepté de faire après que l'exemple des pays sous-peuplés ait été évoqué par plusieurs représentants. Il est évident, en outre, que la version espagnole du projet de résolution contient une erreur. Toutefois, la modification apportée à ce considérant semble être à l'origine de plusieurs malentendus et les auteurs ont décidé de revenir au texte antérieur et de modifier le libellé de façon à remplacer les mots "politiques tendant à encourager la limitation ou l'accroissement de la population" par les mots "politiques démographiques", ainsi qu'à remplacer, comme le demande le représentant de la Nigéria, les mots "en même temps" par le mot "simultanément". De même les auteurs sont disposés à accepter l'insertion du nouvel alinéa proposé par le représentant de l'Irak. Pour ce qui est du sixième considérant, l'expression "politiques nationales" a été employée parce que certaines délégations ont posé le problème des mouvements migratoires. Etant donné, toutefois, que l'alinéa dont l'insertion a été suggérée par l'Irak tient compte de ce problème, les auteurs du projet de résolution ne voient aucune objection à accepter la proposition du représentant de la France.

56. En revanche, M. Ayari ne comprend pas les raisons pour lesquelles ce représentant insiste sur l'insertion du mot "préliminaires" dans le même considérant, et il regrette de dire que les auteurs du projet de résolution ne sont pas en mesure d'accepter cet amendement. En revanche, il ne voit aucun inconvénient à supprimer dans le septième considérant les mots "depuis peu", comme l'a suggéré le représentant de la Nigéria.

57. Pour ce qui est de l'amendement proposé par les quatre puissances au huitième considérant, M. Ayari pense que le libellé adopté par les auteurs du projet de résolution est plus fidèle au texte de la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social; il n'y a donc pas de raison de le modifier. Quant à l'insertion proposée d'un nouvel alinéa à la fin du préambule, elle semble superflue, car cette idée figure déjà au paragraphe 4 du projet de résolution; toutefois, si les auteurs des amendements insistent sur ce point, M. Ayari ne s'opposera pas à cette modification.

De même, il accepte le cinquième amendement des quatre puissances.

58. L'amendement proposé au paragraphe 3 du dispositif est très judicieux, et les auteurs du projet de résolution sont disposés à l'accepter. Quant au septième amendement, où il est proposé de remplacer le paragraphe 4 du dispositif par un autre texte, les auteurs sont également prêts à faire une concession, à condition qu'au milieu du nouveau paragraphe les mots "de poursuivre ses études et ses recherches" soient remplacés par les mots "d'intensifier ses études et ses recherches".

59. Malgré l'esprit de conciliation dont ils sont animés, les auteurs du projet de résolution ne peuvent accepter le huitième amendement des quatre puissances. Bien que le représentant de l'Argentine ait cru déceler une contradiction dans les intentions des auteurs du projet, il leur est difficile d'accepter la suppression pure et simple du paragraphe 6 du dispositif<sup>4/</sup>.

60. M. BRILLANTES (Philippines) pense que jamais auparavant la Deuxième Commission n'a été saisie d'une question dont les aspects moraux et religieux prêtent autant à controverse. La délégation des Philippines estime pour sa part que personne ne devrait, que ce soit directement, indirectement ou implicitement, essayer d'imposer à qui que ce soit des théories ou des méthodes incompatibles avec les coutumes religieuses et morales de la communauté à laquelle l'intéressé appartient.

61. M. Brillantes constate avec surprise que le texte révisé du projet de résolution contient, dans son préambule, un nouvel alinéa traitant de la limitation ou de l'accroissement de la population. Ceci est d'autant plus étonnant que le titre même de la question à l'ordre du jour n'autorise nullement les auteurs à se réclamer de la nécessité d'appliquer, où que ce soit, une politique du contrôle des naissances. Certes, comme certains orateurs l'ont souligné, le projet de résolution ne parle pas de "contrôle des naissances". Ces mêmes orateurs, toutefois, se sont efforcés de prouver que le développement économique est le plus souvent incompatible avec l'accroissement démographique. Ainsi, il n'est guère difficile d'imaginer quelles sont, en réalité, leurs intentions.

62. La délégation des Philippines ne s'oppose nullement à ce que l'on demande au Secrétaire général de mener une enquête sur les problèmes que pose l'action réciproque du développement économique et des changements démographiques. Mais ceux qui auront à décider de la portée de cette enquête, de son exécution et des conclusions qu'il faudra en tirer, ne devront jamais perdre de vue qu'il importe avant tout de respecter la souveraineté des Etats Membres. Les principes des Nations Unies ne doivent pas être foulés aux pieds sous le prétexte d'accélérer le développement économique. C'est pourquoi le libellé actuel du projet de résolution inquiète M. Brillantes. En effet, alors que les paragraphes 3 et 6 du dispositif précisent que l'enquête sera menée auprès des gouvernements des Etats Membres et que l'assistance technique proposée ne sera fournie que sur la demande de ces gouvernements, le paragraphe 4, en revanche,

<sup>4/</sup> Le texte du projet de résolution comportant les nouvelles modifications indiquées par le représentant de la Tunisie a été distribué sous la cote A/C.2/L.657/Rev.2.



laisse entendre que certaines études pourraient être effectuées sans le consentement de ces mêmes gouvernements. De plus, M. Brillantes voudrait savoir quels sont "les autres aspects" des problèmes du développement économique et social dont il est question au paragraphe 6 du dispositif. Si cette expression n'a pas de sens précis, il faut la supprimer. Dans le cas contraire, il serait bon de connaître les intentions des auteurs du projet.

63. Pour toutes ces raisons, le représentant des Philippines votera pour les amendements des quatre puissances.

64. M. KARIM (Pakistan) regrette que le représentant de l'Union soviétique ait mal interprété certaines de ses observations. Il n'a jamais affirmé que l'accroissement démographique soit le seul facteur qui empêche le développement économique des pays sous-développés. Il s'est borné à souligner que, dans les régions de la CEAEO et de la CEPAL, cet accroissement était l'un des principaux facteurs s'opposant au développement. M. Karim n'a pas voulu sous-estimer les progrès accomplis en URSS du point de vue économique; d'ailleurs, la plupart des pays sous-développés ont reconnu les bienfaits de la planification telle qu'elle est appliquée en Union soviétique et n'ont pas hésité à utiliser des méthodes analogues. En fait, c'est en s'inspirant de cet esprit de planification que le Pakistan est devenu coauteur du projet de résolution.

65. De même, M. Karim s'est borné à envier à l'Argentine son taux relativement faible d'accroissement démographique, sans vouloir chercher dans cette situation privilégiée la raison pour laquelle le représentant de ce pays s'oppose au projet de résolution.

66. M. CARANICAS (Grèce) convient avec le représentant de l'Argentine que les statistiques ne donnent pas toujours une image exacte de la situation, surtout en démographie. Il n'en reste pas moins que les événements des dernières années ont confirmé les projections démographiques. L'"explosion démographique" à laquelle on assiste actuellement risque davantage de prendre un aspect plus grave encore dans l'avenir — du fait non seulement de la stabilité ou même de l'augmentation du nombre des naissances, mais aussi des progrès remarquables accomplis, ou en voie d'être accomplis, par la science et la médecine — que de rester en deçà des projections actuelles. A son avis, il est vain d'arguer de la faillibilité des statistiques pour s'opposer au projet de résolution.

67. M. BERNARDO (Argentine) regrette que les partisans du projet de résolution s'obstinent à ne pas comprendre la nature des arguments qu'il oppose à leurs théories. En réalité, il a jusque-là évité d'invoquer certains principes religieux ou moraux qui, à son avis, sont étrangers à la discussion. Toutefois, et puisqu'on l'y oblige, il tient à souligner que toute forme de politique démographique contraire aux sentiments religieux et aux principes moraux d'une population est vouée à l'échec le plus total, et c'est bien là que le danger réside. En effet, une enquête récente menée à Porto Rico prouve que la politique du contrôle des naissances n'a eu, en dépit de l'intense campagne de propagande menée dans ce pays, que des résultats insignifiants. C'est pourquoi divers spécialistes n'hésitent plus à proposer des mesures obligatoires de stérilisation. On voit donc jusqu'où peuvent conduire certaines

théories fondées sur une conception erronée des facteurs qui influent sur le développement économique.

68. Mme LINDSTROM (Suède) dit que le représentant de l'Argentine a prétendu relever des contradictions entre les opinions des auteurs du projet de résolution. Mme Lindström tient à l'assurer qu'elle partage entièrement les vues du représentant de la Tunisie. Elle ne voit pas d'objection à ce que l'amendement proposé par le représentant de l'Irak sur les nombreuses difficultés qui résulteraient du transfert et de l'immigration dans d'autres pays de vastes groupes de population soit incorporé dans le projet de résolution. Il existe en effet des rapports logiques entre les migrations et l'accroissement démographique. Elle ajoute que le représentant de la France, lorsqu'il a fait valoir ses arguments contre le paragraphe 6 du dispositif, a déclaré que la Suède avait eu tort de faire allusion à la possibilité pour certains d'éviter que leur contribution à l'assistance technique ne soit utilisée dans le domaine démographique. La représentante de la Suède dit que ses remarques concernaient uniquement la convertibilité des moyens de paiement des contributions. En effet, lorsque les contributions sont effectuées en monnaies non convertibles, le caractère universel de l'assistance technique s'en trouve diminué. Si ce point de vue était accepté, le paragraphe 6 du dispositif ne devrait plus soulever d'objections de la part de certaines délégations et le projet de résolution pourrait recevoir un appui très large. Mme Lindström termine en demandant aux représentants qui ne partagent pas son opinion de faire preuve de tolérance et de compréhension à l'égard des vœux exprimés par d'autres pays.

69. M. BERNARDO (Argentine) rappelle qu'il n'a pas reçu de réponse à ses questions touchant l'opinion qui est attribuée à la Commission de la population au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

70. M. VIAUD (France) annonce qu'animés du même esprit de conciliation que les auteurs du projet de résolution les auteurs des amendements sont disposés à accepter certains des sous-amendements proposés par le représentant de la Tunisie.

71. En ce qui concerne le premier amendement proposé dans le document A/C.2/L.709/Rev.1, les auteurs sont disposés à accepter la suppression des mots "ne sont pas incompatibles, mais". Ils espèrent qu'ainsi l'amendement pourra être accepté par les auteurs du projet de résolution. Pour ce qui est du deuxième amendement, portant sur le sixième considérant, M. Viaud est d'accord pour supprimer le mot "préliminaires". En revanche, il demeure convaincu que le huitième considérant, tel qu'il a été libellé par les auteurs des amendements, est plus conforme à la résolution du Conseil économique et social que le texte proposé par les auteurs du projet de résolution. Il insistera donc sur cet amendement.

72. Le représentant de la France remercie les auteurs du projet de résolution d'accepter le quatrième amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa à la fin du préambule, ainsi que les modifications proposées dans les cinquième et sixième amendements.

73. Pour ce qui est du septième amendement, les auteurs ne voient aucune objection à remplacer les mots "de poursuivre ses" par les mots "d'intensifier ses". Si les auteurs du projet de résolution acceptent le texte ainsi modifié, cet amendement peut être

considéré comme intégré au projet de résolution. Ainsi, c'est essentiellement sur la suppression du paragraphe 6 du dispositif que la Commission sera appelée à voter. M. Viaud fait donc appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils acceptent le premier amendement, ainsi qu'il a été modifié, et le troisième amendement, ce qui permettrait à la Commission de se prononcer, dès la séance suivante, sur le huitième amendement<sup>5/</sup>.

<sup>5/</sup> Le texte des amendements maintenus a été distribué sous la cote A/C.2/L.709/Rev.2.

74. Enfin, en ce qui concerne les observations de la représentante de la Suède, M. Viaud tient à préciser que, dans son intervention antérieure, il s'est uniquement référé à la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social. Quant à la question de la convertibilité des monnaies versées à titre de contributions aux programmes de coopération technique, il tient à souligner que, depuis quelque temps, la France effectue ses versements en devises convertibles, ce qui renforce sa position sur ce point.

La séance est levée à 23 h 20.